

18 novembre, la DGFIP dans l'action



Le 18 novembre plusieurs centaines d'agents se sont rassemblés à l'appel des sections d'Ile-de-France de la CGT Finances publiques (et de FO-DGFIP Paris) pour dire STOP aux suppressions d'emplois, aux restructurations incessantes et aux attaques contre le réseau, les missions, le statut et tous nos droits.

La Direction générale a refusé de recevoir une délégation.

De nombreux collègues des Hauts-de-Seine étaient présents (des images du rassemblement sont en ligne sur le site). Dans notre direction, selon les chiffres fournis par l'administration, 159 agents étaient en grève (soit 8,55% de l'effectif).

Dans tous les pays de nombreux rassemblements ont eu lieu.

Sans ignorer les difficultés la CGT a pris ses responsabilités. Rien ne pourra être préservé ou conquis sans la lutte.

Il y a quelques jours les agents des Domaines étaient très nombreux en grève pour l'obtention d'une prime ACF de 35 points et la préservation de leur mission.

La journée du 18 novembre est une étape.

Pour donner des prolongements à cette journée, la CGT continuera à rechercher l'unité à partir des revendications des agents de la DGFIP pour construire le rapport de force face à notre direction !

Dans notre département la direction entend poursuivre coûte que coûte les restructurations ; c'est ainsi qu'elle veut procéder à des transferts partiels de PCRPs alors que la DG n'a toujours pas publié la note sur les PCRPs annoncée depuis des mois et que l'engagement avait été pris au niveau national comme au niveau local qu'il n'y aurait pas de transfert d'emploi ou de service dans le périmètre des PCRPs pendant l'expérimentation.

D'ores et déjà la totalité des élus syndicaux ont fait connaître leur décision de ne pas siéger au CTL convoqué à cette occasion.

Nous venons également d'avoir connaissance du niveau des suppressions d'emplois dans le 92 : -2IP, -3IDIV, -13A, -35B, +19C, soit 34 suppressions nettes d'emplois.

Cela fera depuis la fusion plus de 410 emplois supprimés. Les cadres A+, A et B sont touchés. Les suppressions en A risquent fort d'impacter les brigades (cela confirme l'information communiquée par le syndicat national selon laquelle près de 100 brigades doivent disparaître). Particulièrement inquiétant est également le nombre de suppressions dans la catégorie B qui pèsera sur les promotions.

Aux ministres et à l'administration qui entendent poursuivre les suppressions d'emplois et les suppressions-concentrations de services, le 4 décembre, adressons un avertissement clair en votant CGT.

La CGT s'adresse à tous les collègues : donnez le plus de poids à votre défense, le plus de moyens à vos revendications, le 4 décembre, votez CGT Finances Publiques !